

TOLÉRANCE ZÉRO... !

Reçu le 03.12.24

Scanné le _____

LE DEAL DE RUE... ÇA SUFFIT... !

24.PET.13

Saviez-vous que la Suisse romande détient le triste record européen de consommation de cocaïne ?

Le canton de Vaud, en particulier, souffre d'une prolifération inquiétante du deal de rue dans des villes comme Lausanne, Yverdon, et Vevey.

Ce problème se déroule sous nos yeux, dans nos espaces publics, sans réponse adéquate des autorités.

Pourquoi les autorités n'agissent-elles pas ?

Elles évoquent souvent des contraintes financières pour justifier leur inaction. Pourtant, la loi est claire la LPén et la LStup exigent que ces actes criminels soient combattus et que les réseaux de trafiquants soient démantelés.

Le deal de rue ne doit pas devenir une norme dans nos villes !

Imaginez des villes où les espaces publics sont sécurisés, où nos enfants peuvent jouer sans risque, et où la criminalité liée au trafic de stupéfiants est fermement combattue.

C'est possible si des mesures concrètes sont prises : des contrôles policiers permanents, l'éloignement des dealers, et une protection renforcée des jeunes et des personnes vulnérables.

Il est temps de faire de ce combat une priorité politique. Exigeons des autorités vaudoises qu'elles prennent leurs responsabilités et instaurent une tolérance zéro face au deal de rue.

Signez cette pétition dès maintenant pour réclamer des actions concrètes et immédiates.

Ensemble, faisons de nos villes des lieux sûrs et salubres pour tous !

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACT:

Pétition à retourner avant le 1er Décembre 2024 à :

Mouvement STOP deal de rue !
Route de Saint-Legier 15 D, 1800 Vevey



LE DEAL DE RUE... ÇA SUFFIT... ! TOLÉRANCE ZÉRO... !

La Suisse romande détient le triste record européen de consommation de cocaïne, avec le canton de Vaud particulièrement touché par le deal de rue à Lausanne, Yverdon, Vevey et ailleurs. Malgré des lois claires (art. 25 LPén et LStup), les autorités ne prennent pas les mesures nécessaires, invoquant des raisons financières. Cela ne peut plus durer ! **Nous exigeons des actions concrètes :**

- **Contrôle permanent des lieux publics par les polices intercommunales et la gendarmerie :**
Le deal de rue engendre une délinquance accrue et une impression de laxisme. Il est impératif de restaurer la salubrité et la sécurité publique.
- **Éloignement et sanction des dealers par une présence policière constante :**
Une présence policière en continu, en journée comme en soirée, est nécessaire pour dissuader les dealers, en particulier près des écoles, gares et centres-villes. La police doit intervenir, enquêter, éloigner et arrêter les dealers.
- **Assurer la salubrité et la tranquillité publique, protéger les jeunes et les vulnérables :**
Il est essentiel de nettoyer les lieux publics pour éviter les blessures causées par des seringues usagées et empêcher les dealers d'influencer les jeunes. C'est une question de santé publique et de sécurité.

Nos demandes au Grand Conseil Vaudois :

Les signataires de cette pétition demandent au Grand Conseil de transmettre nos requêtes au Conseil d'État vaudois. Nous voulons que le « deal de rue » soit une priorité politique et que les différentes polices agissent efficacement et sans relâche.

Toute personne indépendamment de son âge ou de sa nationalité peut remplir cette pétition. Merci de renvoyer cette pétition partiellement ou totalement remplie au plus vite à l'adresse suivante : Mouvement STOP deal de rue !, Route de Saint-Légier 15D, Vevey.

**La sécurité de nos villes ne peut plus attendre.
Merci pour votre précieux engagement !**